

Pour une éducation des adultes participative, pluridimensionnelle et de proximité

**communication de
Bernard Normand**

**Colloque « *Former pour développer sans exclure* »
Genève
10 novembre 2000**

POUR UNE ÉDUCATION DES ADULTES PARTICIPATIVE, PLURIDIMENSIONNELLE ET DE PROXIMITÉ

Communication de Bernard Normand, directeur général de l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA) à l'occasion du Colloque *Former pour développer sans exclure* de la Fondation pour le développement de l'éducation permanente (FDEP) Genève, 10 novembre 2000

Chers membres et amis de la FDEP,

Dans un premier temps, je désire remercier les dirigeants de la Fondation et les organisateurs de ce colloque pour leur invitation. Cela me permet d'apprendre au contact de votre réalité et de partager avec vous mes réflexions et mes convictions.

D'entrée de jeu, je vous dirais qu'au-delà des contextes relativement différents entre le Québec et la Suisse, l'organisme que je représente, l'Institut canadien d'éducation des adultes (ICÉA), et votre organisation, la Fondation pour le développement de l'éducation permanente (FDEP), partagent une même perspective. Perspective qui se trouve résumée dans le titre même de ce colloque, *Former pour développer sans exclure*.

Plus particulièrement, nous avons vu hier que cette trame de fond de la lutte contre l'exclusion sur le terrain éducatif était au centre de plusieurs pratiques de formation, et que cette trame de fond pouvait s'incarner dans trois caractéristiques clés : une éducation participative, une éducation de proximité et une éducation pluridimensionnelle. Je choisis ici le qualificatif pluridimensionnel plutôt que polyvalent, car il est moins susceptible, je crois, de susciter des ambiguïtés.

Cette orientation *former pour développer sans exclure* sert aussi de fil conducteur à bon nombre d'organismes actifs au Québec en matière de formation des adultes. Plus précisément, elle se retrouvera bientôt chez-nous au centre des débats entourant un projet de politique gouvernementale de l'éducation et de la formation continue des adultes.

Je vais donc m'inspirer à la fois de l'expérience québécoise et de ce que j'ai appris de vous, ici en Suisse, pour tenter de dégager une vision commune des pratiques éducatives axées sur un développement démocratique et sans exclusion. À ce sujet, l'essentiel de mon propos renverra à trois problèmes et défis que je poserai dans les termes suivants.

Le premier problème peut se formuler ainsi : comment faire en sorte que, dans le monde de la formation des adultes, les premiers intéressés, soit les participants ou apprenants adultes, puissent exercer individuellement et collectivement davantage d'influence et de pouvoir?

Le deuxième problème est plus connu et documenté. Il constitue, jusqu'à un certain point, la raison d'être de votre Fondation. Je le résumerai dans l'interrogation suivante : comment surmonter les inégalités d'accès à la formation des adultes qui se traduisent par le fait que, dans la plupart des pays, les personnes moins qualifiées ou en situation de plus grande vulnérabilité sont celles qui participent le moins aux activités organisées de l'éducation des adultes?

Le troisième problème peut s'énoncer dans les termes suivants : comment dépasser la fragmentation relativement importante à l'intérieur du monde de l'éducation et de la formation des adultes, et comment progresser dans le sens d'une vision cohérente, rassembleuse et intégrée des différentes sphères de la formation des adultes?

Selon moi, ces trois questions font principalement appel aux trois caractéristiques de la vision de la FDEP, soit une éducation participative, une éducation de proximité et une éducation pluridimensionnelle. Ces trois composantes constitueront les fondements de ma présentation.

1. Le défi d'une éducation participative

Cette première question touche un point extrêmement sensible pour nous, formateurs, intervenants ou dirigeants dans la sphère de l'éducation des adultes. Ce point sensible, c'est celui d'un écart entre notre discours axé sur le développement des capacités des adultes en formation et le fait que fréquemment il y a peu de moyens concrets mis à leur disposition pour favoriser leur participation au pouvoir dans les lieux ou des environnements éducatifs. Cet écart s'inscrit d'une certaine manière dans l'angle mort de nos interventions, une zone très proche de nous, mais que nous avons tendance à ne pas voir.

Pour relever ce défi au cœur de notre travail quotidien, nous devons agir simultanément à trois niveaux.

Le premier niveau, c'est celui du rapport éducatif entre le formateur ou le dirigeant d'organisme et le participant adulte. À l'intérieur de ce registre, je pense que nous devons d'abord modifier notre propre regard dans le sens d'une reconnaissance plus forte des potentialités et des compétences des participants adultes en formation. Ici, je m'inspire de la contribution majeure de Bertrand Schwartz qui, dans *Moderniser sans exclure*, montre que notre degré d'écoute et, plus largement, notre attitude de départ peuvent constituer ou bien des conditions facilitantes ou bien des freins. Bertrand Schwartz a particulièrement bien démontré, à l'aide d'exemples concrets, que des personnes peu qualifiées savent des tas de choses et qu'elles peuvent exprimer des points de vue critiques et éclairants, si on se donne la peine de leur donner la parole, de les écouter et de leur faire confiance.

Cette attitude de confiance peut, en théorie, paraître évidente. Mais en pratique, je pense que nous avons tendance à sous-estimer les forces des adultes en apprentissage parce que, plus ou moins consciemment, nous les voyons d'abord comme des personnes défavorisées ou comme des élèves en situation de rattrapage. Changer notre regard dans le sens d'une reconnaissance explicite des potentialités et des réalisations

des participants adultes, c'est contribuer à une dynamique dans laquelle les adultes peuvent se voir eux-mêmes avec un œil neuf et positif. Une telle dynamique stimule, de manière générale, leur estime de soi et fait en sorte qu'elles se considèrent davantage comme des acteurs de leur propre vie. Voilà des ingrédients favorisant l'autonomie des participants adultes et leur participation au cœur même des rapports éducatifs.

Dans la foulée de cette approche s'ouvrent toute grandes des fenêtres sur ce que j'appellerai le deuxième niveau, celui de la participation collective des apprenants à des mécanismes de pouvoir dans des lieux de formation ou dans des environnements éducatifs.

En effet, pourquoi ne pas envisager et encourager l'émergence de comités de participants? Pourquoi ne pas reconnaître des représentants d'apprenants adultes à l'intérieur d'instances de direction de la formation, tant dans des lieux éducatifs que dans des milieux de travail? Au Québec, il y a un mouvement embryonnaire qui s'exprime, par exemple, par des associations d'étudiants adultes et par des comités de participants dans des groupes d'alphabétisation populaire et dans certains organismes de développement local. Personnellement, j'ai expérimenté, il y a quelques années, ce que donnait la participation de représentants de jeunes adultes en difficulté dans des instances de direction d'un organisme d'insertion sociale et professionnelle. J'y ai vu, entre autres, les trois effets positifs suivants. Premièrement, cela a permis de bonifier de façon continue notre programme de formation grâce à leurs suggestions et à leurs initiatives. Deuxièmement, cela a contribué à améliorer nos méthodes de recrutement et d'accueil en prenant davantage en compte leurs connaissances et leurs idées en tant que jeunes en contact régulier avec d'autres jeunes adultes. Troisièmement, leurs témoignages inspirants, comme jeunes adultes se prenant en main et progressant vers un retour aux études ou vers l'insertion en emploi, ont aidé d'autres jeunes à voir en pratique qu'il était aussi possible pour eux d'avancer personnellement ou professionnellement.

Ce deuxième niveau, dont je viens de parler, correspond au fond au déploiement de la vie associative dans la sphère de l'éducation des adultes et aux connexions possibles entre celle-ci et des réalités de base au sein des collectivités locales. Agir sur ce plan est difficile et complexe, compte tenu, entre autres, du temps limité dont disposent la plupart des adultes participants, et compte tenu de la durée relativement courte d'un grand nombre de formations. Mais, j'en suis convaincu, il s'agit là d'une tâche stratégique liée au développement d'une citoyenneté active et démocratique au sein même du monde de l'éducation des adultes et dans la société en général.

Afin de progresser solidement dans cette direction, nous devons intervenir à un troisième niveau, celui de la représentation publique et de l'action sociopolitique. Nous pensons ici aux efforts à réaliser pour que des législations ou des dispositifs incluent explicitement la reconnaissance de comités ou de regroupements d'adultes en formation ainsi que des modes de participation de ceux-ci dans des lieux ou des environnements éducatifs. Ce troisième niveau, d'ordre sociétal, nous introduit ainsi sur le terrain de la reconnaissance et de l'actualisation du droit des adultes à l'éducation. Ce qui signifie de développer, en plus des énoncés de principe et des normes juridiques, des conditions d'exercice de ce droit dans le cadre d'une véritable

accessibilité économique et sociale, avec, comme porteur principal, les premiers intéressés, soit les adultes en formation.

Ces trois niveaux de participation, pris ensemble et en continuum, allant de «l'empowerment» individuel au développement de la vie associative et à la reconnaissance sociale et politique des droits des adultes en formation, constituent, à mon avis, la base d'un changement majeur de perspectives en éducation des adultes et une condition du développement de pratiques innovantes ou exemplaires.

Cette perspective s'inscrit directement, rappelons-le, dans la foulée de ce que la FDEP appelle une éducation participative, éducation ayant pour fondement la reconnaissance des compétences fortes et du pouvoir des adultes en tant que personnes et en tant que citoyens. Cette perspective, soulignons-le, est aux antipodes des visions dominantes individualistes qui induisent le plus souvent des rapports hiérarchiques prononcés entre formateurs et adultes, et qui contribuent au maintien ou à l'accroissement des inégalités «éducationnelles» dans la société.

2. Le défi d'une éducation de proximité

Cette dernière remarque me permet de passer à la deuxième partie de mon propos relativement à l'éducation de proximité. En effet, on peut d'abord constater le besoin de celle-ci à partir d'un fait important et de plus en plus reconnu en éducation des adultes.

En Suisse, comme au Québec et au Canada, les statistiques nous indiquent qu'environ la moitié de ceux qui sont les plus formés, telles les personnes ayant fait des études universitaires, participent à des actions de formation continue. Par ailleurs, le taux de participation est d'environ 18% ou 19 % en Suisse pour celles qui sont passées par l'école obligatoire seulement. De manière analogue, au Canada, à peine 5% des adultes qui avaient moins de neuf ans de scolarité participaient à des activités organisées de formation des adultes en 1993. Nous devons constater ici une réalité lourde de signification : nous sommes face à un éloignement, non seulement objectif mais subjectif entre le monde de l'éducation des adultes d'aujourd'hui et les groupes sociaux défavorisés.

Cette situation d'éloignement appelle son contraire, soit une approche en termes d'éducation de proximité. Nous avons vu hier comment une association, *Réalise*, a bâti des relations de proximité à la fois aux plans relationnel, culturel et géographique avec des adultes en difficulté. Mais, malgré le travail positif réalisé depuis 1984 par cette association, nous avons entendu hier son directeur des programmes, Monsieur Christophe Dunand, nous dire que cette organisation demeurait très fragile financièrement et pouvait même disparaître si certains subsides ne lui étaient pas accordés au cours des prochains mois. À mon avis, c'est un scandale, qu'ici comme chez nous au Québec, le secteur associatif ne soit pas davantage reconnu comme un lieu majeur, comme une première ligne de défense et de promotion des intérêts des adultes des milieux populaires. Ceci m'amène à proposer trois conditions cadres allant dans le sens d'un changement majeur de cette situation.

Premièrement, nous avons besoin de politiques publiques plus substantielles de reconnaissance, de financement et de soutien d'associations, tel *Réalise*, qui peuvent jouer un rôle unique de médiation entre d'une part des personnes souvent marginalisées et isolées, et, d'autre part, le monde des entreprises, celui des institutions publiques et la société en général.

Deuxièmement, en lien avec la condition précédente, je pense que nous avons intérêt à initier et à multiplier des activités éducatives s'inscrivant dans l'économie sociale et solidaire, ou s'insérant dans des dynamiques du développement local, surtout là où il y a des concentrations plus importantes de personnes en difficulté. Cette avenue constitue, à mon sens, un axe majeur d'intervention, un espace de jonction entre le développement socio-économique local et le développement éducatif.

En guise de troisième suggestion, je dirai qu'une éducation de proximité, avec et auprès des populations en difficulté, appelle de manière cruciale un partenariat plus étroit entre les forces vives de différents milieux. En effet, pour que des associations, tel *Réalise*, puissent croître, pour que des mobilisations en faveur du développement éducatif et économique progressent, il faut conjuguer proximité et partenariat.

Ici, quand je dis partenariat, je pense dans un premier temps aux liens avec des entreprises privées, publiques ou coopératives qui décident de mettre en œuvre des mesures de formation continue pour tous leurs employés, peu importe où ceux-ci se retrouvent dans la hiérarchie, comme nous l'avons vu hier avec l'entreprise coopérative Migros. Un autre exemple intéressant dans la même veine, c'est celui d'EDF-GDF, l'entreprise publique française d'électricité et de gaz. J'ai pu voir dans différentes villes, il y a quelques années, que le service de ressources humaines de cette grande entreprise coopérait avec les syndicats de ses employés et avec les milieux associatifs dans le cadre d'un développement, sur les lieux de travail et à l'extérieur, de programmes de formation et d'insertion destinées à des jeunes en difficulté. Un autre partenaire essentiel dans le cadre d'une éducation de proximité, c'est le réseau des institutions publiques et privées d'éducation et de formation. Et il y a, bien sûr, la constellation des associations patronales et syndicales, des mouvements sociaux et des élus de différents niveaux. Car, dans un État démocratique, nos élus représentent une force stratégique essentielle pour orienter et soutenir le développement de politiques de la formation continue.

Pour conclure sur ce point de l'éducation de proximité, je dirai que les trois propositions mises de l'avant ici comme conditions cadres, à savoir (1) la reconnaissance et un financement accru du secteur associatif, (2) une jonction solide avec les dynamiques de développement local et (3) une plus grande coopération à la base entre les partenaires économiques, sociaux et politiques, représentent avant tout une recherche des conditions d'activation des capacités créatrices et démocratiques des adultes dans une optique de solidarité citoyenne. Ce qui rejoint l'idée de construction «d'espaces de solidarité», tel que Monsieur François Ponzio vient d'en parler.

Au fond, il s'agit ici non pas de réaliser des opérations de ciblage ou de sauvetage de groupes sociaux en difficulté, mais il s'agit essentiellement, à mon avis, d'insuffler un nouvel état d'esprit et de mettre de l'avant des initiatives souples et diversifiées,

proches des conditions de vie et de travail des gens. Ce nouvel état d'esprit et ces initiatives contribuent à des environnements éducatifs plus riches, et constituent des ingrédients de base de «l'expression de la demande éducative», selon les termes de plus en plus utilisés au sein du mouvement international de l'éducation des adultes. Nous touchons là un ensemble de facteurs favorisant et préparant un état d'esprit participatif des adultes avant même leur entrée dans une démarche organisée de formation. Ceci montre, dans le cadre de la conception esquissée ici, que le défi de l'éducation de proximité et celui de l'éducation participative se rejoignent en pratique et participent d'un même mouvement de renouvellement de l'éducation des adultes.

3. Le défi d'une éducation pluridimensionnelle

Pour compléter notre tableau, il faut aborder maintenant le troisième défi relatif à la vision d'ensemble de l'éducation des adultes aujourd'hui. Il s'agit d'une dimension complexe qui nous a donné hier bien du fil à retordre. Sur ce sujet, plusieurs questions restent à éclaircir. Je me concentrerai ici sur quelques points, à mon avis, plus importants.

Au départ, je pense qu'il est essentiel de nous rappeler que le monde de l'éducation et de la formation des adultes est depuis quelques années, ici comme ailleurs, relativement fragmenté. Nous pouvons y discerner, pratiquement sous forme de pièces détachées, différentes composantes, telles la formation professionnelle, la formation pré-emploi, la formation et la culture générale, les cours de langue, l'éducation à la citoyenneté, etc. À mon sens, il y a là une certaine contradiction entre d'une part cette réalité fragmentée de ce qu'est devenu le monde de la formation des adultes et, d'autre part, la réalité des personnes qui forment dans les faits un tout. Face à un tel constat, il est normal et sain, à mon avis, que nous cherchions à développer une nouvelle vision intégrée et pluridimensionnelle de l'éducation des adultes.

Au-delà du choix des mots qualifiant le résultat de cette recherche de cohérence - pluridimensionnel ou polyvalent -, je crois qu'il y a ici un défi majeur reconnu par la Fondation et au cœur de ses travaux. Mes réflexions des derniers jours à ce sujet m'ont amené à relire le Rapport à l'UNESCO de la Commission internationale sur l'éducation pour le 21^e siècle, *L'éducation Un trésor est caché dedans* ou Rapport Delors (1996). J'y ai trouvé des pistes de réflexions qui me semblent inspirantes et que j'ai décidé de partager avec vous. Plus précisément, je citerai un extrait de ce rapport tiré d'une section du chapitre 5 ayant pour titre *Une éducation pluridimensionnelle* :

L'éducation tout au long de la vie est une construction continue de la personne humaine, de son savoir et de ses aptitudes, mais aussi de sa faculté de jugement et d'action. Elle doit lui permettre de prendre conscience d'elle-même et de son environnement et de jouer son rôle social dans le monde du travail et dans la cité. Le savoir, le savoir-faire le savoir vivre ensemble et le savoir-être constituent les quatre aspects, intimement liés, d'une même réalité.(...) elle [l'éducation tout au long de la vie] s'inscrit à la fois dans le champ culturel, le champ du travail et le champ de la citoyenneté..

Le développement d'une telle vision élargie en éducation des adultes est aussi le produit de réflexions et de bilans de plusieurs organisations qui voient, au Québec comme ici en Suisse, que des approches sectorielles ou trop segmentées ne répondent pas vraiment aux aspirations des personnes prises comme un tout et avec chacune leurs singularités. Dans cette veine, j'ai eu l'opportunité de rencontrer ces derniers jours quelques personnes de l'Université Ouvrière de Genève (UOG) qui travaillent justement dans le sens de plus grandes synergies entre ce qu'elles appellent les secteurs culture, citoyenneté et formation professionnelle au sein de leur organisation. Il en est de même pour l'organisme *Réalise* de Genève qui, avec les adultes en formation, contribue à des apprentissages qui sont en rapport à la fois avec des savoirs, des savoir-être et des savoir-faire. J'ajouterai qu'existe au Québec, dans les entreprises d'insertion par exemple, ce même mouvement de recherche d'une plus grande cohérence et intégration entre les différents types d'apprentissage.

À travers la réflexion comme à travers la pratique, nous en arrivons ainsi à un constat majeur: nous avons tous besoin aujourd'hui, quelque soit notre lieu particulier dans le vaste champ de la formation des adultes, d'une vision pluridimensionnelle, intégrée et mobilisatrice permettant de nous situer, de nous orienter et d'actualiser les grands objectifs mis de l'avant dans le cours de l'histoire de l'éducation permanente.

Conclusion : trois sources d'une vision dynamique de l'éducation des adultes

Pour développer de manière vivante et continue cette vision, nous devons, je crois, nous alimenter à trois sources : une source pratique, une source réflexive et une source faite d'aller-retour constant avec la population. Je m'explique brièvement sur chacun de ces trois points.

Premièrement, il me semble fondamental que notre vision soit toujours irriguée par des pratiques diverses et par des leçons issues d'expériences réalisées à la base avec les adultes en formation. C'est là, à mon sens, la méthodologie appropriée suivie par la FDEP dans le cadre de ce colloque, avec, comme composantes clés de sa première journée, des pratiques exemplaires.

Deuxièmement, à partir de telles pratiques, des leçons qu'on en tire, des comparaisons entre elles et de leur mise en contexte dans un environnement plus global, nous pouvons développer des réflexions qui tisseront d'une certaine manière les contours et les lignes de force d'une vision cohérente et intégrant la diversité des temps et des lieux en éducation des adultes. Nous touchons ici à la dimension réflexive où des questions majeures, hier comme aujourd'hui, continuent toujours de se poser. Je pense ici, par exemple, à la tension quasi permanente entre les nécessités de la formation professionnelle liées au développement socio-économique, et les exigences d'une formation générale solide et d'une éducation à la citoyenneté démocratique.

Enfin, mentionnons qu'il ne suffit pas de s'inspirer de pratiques exemplaires et de développer une vision qui soit la plus cohérente possible. Il faut aussi promouvoir largement ces pratiques et la vision qui les inspire, tel que le président de la FDEP, Bernard Schneider, l'a souligné hier. Dans ce mouvement vers la société, notamment

vers les adultes plus désavantagés au plan éducatif, nous devons écouter et apprendre des points de vue des gens. Ce qui pourra contribuer en retour à transformer nos pratiques de formation et notre vision d'ensemble. Cette dimension touche donc à la fois le registre de la promotion publique et celui des débats à stimuler dans nos milieux et dans la société quant à la place de la formation des adultes aujourd'hui. Car il est important de le rappeler, le monde de l'éducation des adultes est encore trop souvent un monde de spécialistes ou d'initiés. Ce qui commande comme tâches stratégiques de briser un certain mur du silence dans l'opinion publique à ce sujet, et de chercher à rejoindre le plus grand nombre possible d'adultes de tous les milieux. C'est là une des conditions fondamentales pour que les citoyens et les citoyennes de nos pays et du monde puissent reconnaître et exercer leur droit à l'éducation.